

A.C.E.Q.V  
15 rue des Alleux  
35120 HIREL 0299488212.  
Association Cote d'Emeraude d'Environnement  
et de Qualité de la Vie.

Hirel le 19 06 2017

Monsieur HULOT Nicolas  
Ministre de La Transition Ecologique  
246 Boulevard St Germain  
75007 PARIS

Objet : Refus légal de la pose  
d'un Compteur Linky

Monsieur Le Ministre,

Je me permets d'attirer votre attention sur la pose des Compteurs LINKY.

Chaque consommateur peut refuser l'installation.

Si les lois de 2000 et 2015 posent le principe de déploiement de ces compteurs, il n'existe en revanche aucune obligation légale pour le consommateur d'accepter l'installation d'un compteur à son domicile.

L'un des trois maires bretons poursuivi devant la justice, Bruno Ricard de Lanvallay s'explique :  
« A l'heure où l'OMS met en garde contre les effets des ondes, on a intérêt à appliquer le principe de précaution ; on sait qu'on peut devenir électrosensible ».

Un compteur LINKY a été démonté en Ille et Vilaine, sans compter d'autres incidents : ampoules qui sautent, appareils électriques endommagés !

Il faut revendiquer le droit à être « Lanceur d'Alerte ».

Pour ma part, je remarque qu'Enedis s'appuie sur des arguments mensongers pour affirmer qu'il n'y a aucun risque à craindre.

On nous mène trop souvent en bateau : je pense au Médiateur, aux OGM, à l'Amiante.

Je reçois des témoignages de toute la France qui se plaignent du LINKY ; certains, devant même quitter leur domicile...

On supporte les ondes mais il y a forcément des limites... Chacun a des réactions différentes et nous n'avons pas le recul nécessaire.

Il est impossible de nier la souffrance des personnes atteintes de troubles de la santé suite à l'installation d'un l' LINKY, GASPARD ou EAU.

Au tribunal de Grenoble, la justice a demandé le démontage du compteur d'eau, suite à la saisine d'une personne souffrant du syndrome d'EHS.

Pour ces motifs, je demande au Gouvernement la mise en place d'un moratoire et l'arrêt du déploiement.

Dans l'attente d'une réponse la plus rapide possible, je vous prie de croire, Monsieur Le Ministre, à notre attachement à notre Santé et à notre Qualité de Vie

Marcelin Daniel Président de L'ACEQV. Adhérent ecoacteur Fondation N Hulot.

Copie à Ouest-France, Pays Malouin, Telegramme.  
Mr le député G Lurton. Mr le Préfet.

